Frieden, blanc de blanc

Devant les députés, le ministre de la Justice est revenu sur l'incendie de la prison de Schrassig.

C'est suite à une question urgente, du député Xavier Bettel (DP) que le ministre de la Justice Luc Frieden est revenu sur l'incendie qui a causé la mort d'un détenu.

Si Luc Frieden se dit choqué et attristé par les événements, pas question toutefois de rechercher une quelconque responsabilité. Le ministre de la Justice a déclaré qu'il s'agissait là d'un acte criminel, probablement concerté et qu'il aurait pu se passer n'importe où dans l'enceinte du centre pénitentiaire

Alors qu'il s'agit déjà du quatrième incendie volontaire en l'espace de quelques semaines, le ministre se refuse à y voir des conséquences directes de la surpopulation chronique dont souffre le CPL.

Luc Frieden en reste aux faits : vers 13 h 15, un incendie s'est déclaré dans le bloc P2. Ce bloc accueille des émigrants illégaux, qui ne sont pas tous des sans-papiers. Le feu a été mis à des matelas et à du mobilier à plusieurs endroits en même temps.

Même si le personnel et les sapeurs-pompiers sont intervenus très rapidement, leurs efforts n'ont pu empêcher le décès d'un ressortissant algérien qui, après avoir purgé sa condamnation à un an de réclusion pour trafic de drogue, attendait son extradition. Treize personnes ont également été blessées, dont trois se trouvent encore dans un hôpital, au Luxembourg et deux plus gravement brûlées ont dû être transportées vers la Belgique. Deux gardiens ont également été légèrement blessés

Luc Frieden assure que le plan d'intervention a très bien fonctionné et que le pire a pu être évité.

Le ministre de la Justice a déclaré que de tels incidents survenaient régulièrement dans toutes les prisons et que la solution ne se situe pas dans d'éventuelles libération de détenus.

D. P.

«Surpopulation difficile à gérer»

Si les gardiens de la prison de Schrassig n'attendent qu'une chose, la construction, enfin, d'une nouvelle prison, d'un centre de rétention et d'un centre pour mineurs, ils doivent d'ici là faire chaque jour avec la surpopulation carcérale et ses aléas.

«Les problèmes de surpopulation sont de plus en plus difficiles à gérer. Les agressions, les menaces sur les gardiens se multiplient, explique Nico Quaring, membre du syndicat des gardiens de Schrassig. On essaie pourtant de faire en sorte de garder les ethnies entre eux, mais au point où nous en sommes, cela devient de plus en plus difficile», a-t-il encore ajouté. Jusqu'à la construction des trois nouveaux bâtiments, il appartiendra toujours aux gardiens de gérer la situation au jour le jour, puisque, apparemment, le ministre de la Justice n'est responsable de rien...

Photo: nicolas bouvy

Lundi, Luc Frieden répondait aux journalistes devant la prison de Schrassig. Hier, devant les députés, il a refusé d'endosser une quelconque responsabilité dans cette tragédie qui a coûté la vie à un homme.

L'heure des interrogations

Après l'incendie à Schrassig, la majorité des blessés ont pu quitter les hôpitaux. L'heure est maintenant aux questions.

Le terrible incendie du bloc P2 du centre pénitentiaire de Schrassig, qui a fait au moins un mort lundi, a suscité de très vives réactions. Aujourd'hui, tous ceux qui avaient déjà tiré la sonnette d'alarme ont saisi l'occasion pour dire au gouvernement : «Vous étiez prévenus!».

Luxembourg.- «C'est au ministre de la Justice de savoir s'il peut encore se regarder dans la glace tous les matins». À l'occasion d'une conférence de presse sur la sécurité routière du Parti libéral , hier matin, Henri Grethen avait eu ces mots très durs à l'égard de Luc Frieden.

Vingt quatre heures après l'incendie du bloc P2, à la prison de Schrassig, qui a fait au moins un mort et une trentaine de blessés, les réactions sont tombées les unes après les autres, même à la Chambre des députés.

Des réactions qui se résument en une seule phrase à l'attention du gouvernement : «vous étiez prévenus!». Depuis longtemps, tous les voyants sont au rouge dans l'univers carcéral. Pour autant, rien n'avait bougé ou si peu. Le 3 novembre dernier, le ministre de la Justice avait bien annoncé la construction d'une nouvelle prison, ainsi que celle d'un centre de rétention au Findel ou encore un centre pour mineurs à Dreiborn, mais, depuis, rien n'avait vraiment bouger.

«Une nonchalance qui ne date pas d'hier»

Pour le président de l'association de soutien des travailleurs immigrés (ASTI), Serge Kollwelter, la tragédie de lundi - qui a coûté la vie à un Algérien débouté - «**résulte d'une nonchalance qui ne date pas d'hier. S'il s'avère que la victime avait purgé sa peine, qu'a-t-on fait pendant ce temps pour régler son retour? Il n'y a rien de plus prévisible en prison que l'échéance d'une peine**», s'insurge-t-il. Serge Kollwelter ne s'en est pas pris au seul Luc Frieden, c'est tout le gouvernement qu'il a pointé du doigt. «**L'inaction qui caractérise ce gouvernement est aussi patente que celle de son prédécesseur**», a-t-il ajouté. Voilà qui remet tout le monde à égalité.

La Caritas a également exprimé son désarroi face à ce drame. L'association a par ailleurs rapidement rappelé qu'elle avait, elle aussi, à plusieurs reprises, rendu les autorités attentives sur «la situation intenable : promiscuité, promenades et appels téléphoniques des plus restreints, défaut de visites, etc.». «Les maintes propositions d'amélioration formulées par Caritas sont malheureusement restées sans écho», conclut l'organisation.

Patrick Théry

Le Quotidien